

Initiatives ministérielles

J'intercède auprès du ministre afin de lui dire qu'il est possible qu'il ne veuille pas accepter mon amendement concernant la chaîne parlementaire pour faire en sorte que la décision du Président et celle de la Chambre n'aient jamais un caractère partisan. Il est possible qu'il ne veuille pas offrir un service dans le Nord. Je pense qu'il fait erreur, mais il peut être contre cette idée. Il est possible qu'il ne veuille pas que toutes les nouvelles soient retransmises, surtout en français mais aussi en anglais, par la SRC, mais il ne fait aucun doute que la voix internationale du Canada devrait être maintenue. Je prie le ministre d'accepter l'amendement qui a été proposé, soit dit en passant, par un député de son propre parti, soit le député de Saint-Maurice. J'espère que Radio Canada International pourra être présent sur la scène internationale, parce que cet organisme pourrait être appelé à jouer un rôle encore plus important comme porte-parole de la démocratie et de la compréhension dans le monde entier.

M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui pour participer au débat, à l'étape du rapport, sur un très important projet de loi. Radio-Canada donne à notre pays, depuis presque 50 ans, la possibilité de parler aux gens qui sont aux quatre coins du monde de ce qui se passe au Canada et ailleurs. Sauf erreur, je crois que nous avons mis sur pied Radio Canada International après la Seconde Guerre mondiale. Les membres de nos forces armées ont pu ainsi écouter ce qui se passait chez eux et nous avons pu leur exprimer notre appui. Nous avons pu leur dire que nous appuyions leurs efforts et que nous partageons leurs souffrances. Puis, nous avons participé à la guerre de Corée et, encore une fois, nos soldats à l'étranger ont pu écouter les sentiments de ceux qui étaient restés au pays.

• (1230)

Depuis 25 ou 30 ans, nous envoyons des forces de maintien de la paix aux quatre coins du monde. En 1989, je me suis rendu à Chypre et j'ai eu l'occasion de parler à de nombreux Canadiens qui font partie des forces de maintien de la paix là-bas. Ils m'ont dit à quel point c'était important pour eux de pouvoir écouter Radio Canada International, la voix du Canada sur ondes courtes, de savoir que nous ne les oublions pas, de savoir qu'ils peuvent participer à la vie canadienne même s'ils sont à l'autre bout du monde et de comprendre ce qui se passe ici. Il faut compter quatre ou cinq jours avant que les

journaux arrivent là-bas, mais Radio Canada International peut être là simultanément, le soir même.

Nous avons un autre service important, et c'est le réseau parlementaire du Canada. Le gouvernement actuel est célèbre pour un certain nombre de choses. Nous avons vu ce gouvernement chuter à 14 p.100 dans les sondages, pourtant nous ne sommes pas certains s'il veut supprimer complètement le réseau parlementaire parce qu'il ne veut pas que les Canadiens regardent ce que nous faisons à la Chambre.

J'ai l'occasion de temps en temps de prendre la parole à la Chambre, et mes électeurs viennent me voir pour critiquer ce que j'ai dit ou pour me féliciter. Je me demande si le ministre—et je vois qu'il fait signe que oui—a le même genre de remarques de la part de ses électeurs, ainsi que la plupart de ses collègues du parti ministériel. Avec 14 p. 100 aux sondages, je peux comprendre que le gouvernement ne veuille pas qu'on parle trop de sa triste célébrité. Je ne serais donc pas surpris du tout qu'au cours des deux prochains mois, le gouvernement coupe effectivement le budget de Radio-Canada et qu'il le fasse à dessein pour que les 7,7 millions de ménages desservis depuis mars 1989 par les 476 sociétés canadiennes de câblodistribution ne soient plus aussi bien informés.

Mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell a également signalé que les Canadiens devraient tous pouvoir capter le canal parlementaire, en anglais et en français, qu'ils soient ou non munis d'un convertisseur. Ainsi, les francophones qui vivent dans l'Ouest pourraient le recevoir dans leur langue, de même que les anglophones du Québec.

Il est très important de maintenir ce service parce que nous avons noté que, de temps en temps, le gouvernement aimerait bien pouvoir tenir le public dans l'ignorance de ce qui se passe et cacher ce qu'il fait.

J'en arrive au point suivant. Pourquoi ces changements? Perdons-nous tant d'argent qu'il soit nécessaire de tout changer? Allons-nous privatiser Radio-Canada? Est-ce que j'entends quelqu'un dire oui? Le ministre semble hocher la tête, en face.

Je reviens à ce que le gouvernement a fait lorsqu'il a privatisé les messageries du CN et les a données à Route Canada. Il avait affirmé qu'il garantirait trois ans de service à nos gens. Dix-huit mois plus tard, le couperet est encore tombé: Air Canada a été privatisée et 2 900 travailleurs ont perdu leur emploi. La privatisation de Petro-Canada est en train de se faire. Je me demande